

# Protection de l'enfant : le Défenseur des droits veut une loi pour interdire la fessée

- Par [Agnès Leclair](#)
- Publié le 20/11/Le Figaro

En France, le débat sur le « droit de correction » des parents a suscité de nombreuses polémiques. À l'occasion de la remise de son rapport lundi sur les droits de l'enfant en 2017, Jacques Toubon estime que la société française « a muri » et lance un nouvel appel pour inscrire l'interdiction des châtiments corporels dans la loi.

Le débat sur l'interdiction de la fessée n'est pas clos. À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, le Défenseur des droits, Jacques Toubon, appelle une nouvelle fois à inscrire la prohibition de tous les châtiments corporels dans la loi. Claque, fessée ou tape... Si les violences à l'égard des enfants sont déjà proscrites, et considérées comme des circonstances aggravantes, la justice reconnaît encore aux adultes un « droit de correction », s'il est « proportionné ». Un sujet loin d'être consensuel en France où nombre de parents n'ont pas envie de se voir dicter leur conduite et jugent souvent « qu'une petite claque n'a jamais fait de mal à personne ».

Le débat a « beaucoup mûri dans la société », estime le Défenseur des droits. « Il faut que la loi française dise que la fessée n'est pas un droit ». « Cela fait au moins 20 ans que le sujet est sur la table en France, soupire-t-on dans les couloirs de l'institution. Alors que cette loi existe déjà dans une cinquantaine de pays ».

« Cette mesure n'aura d'efficacité que si l'on met une sanction derrière, une sanction pénale. Si c'est une infraction, il faut la punir »

Jacques Toubon, le Défenseur des droits

Si le rapport 2017 sur les droits de l'enfant évoque « le poids symbolique » d'une telle évolution législative, Jacques Toubon, lui, va plus loin. « Cette mesure n'aura d'efficacité que si l'on met une sanction derrière, une sanction pénale. Si c'est une infraction, il faut la punir », préconise-t-il. Une position qu'il pourrait défendre dans la rencontre organisée lundi avec Emmanuel Macron. Le rapport souligne enfin la nécessité d'accompagner une telle mesure « d'actions pédagogiques pour sensibiliser le public à une éducation bienveillante et positive ».

## Censurée par le Conseil constitutionnel

Jusqu'à présent, les propositions de loi anti-fessée n'ont cependant jamais réussi à aboutir. La dernière tentative en date, un amendement glissé dans la loi Égalité et citoyenneté visant à compléter le Code civil, a finalement été censurée par le Conseil constitutionnel pour des raisons de forme en janvier 2017. La France, elle, a été condamnée par le Conseil de l'Europe et le comité des enfants de l'ONU qui lui reprochent de ne pas interdire clairement toute forme de châtime<sup>n</sup>t corporel envers les enfants, y compris au sein de la famille.

Le Défenseur des droits s'appuie également sur l'exemple d'une décision de justice pour montrer que le droit se montre aujourd'hui moins tolérant envers la violence éducative

## Sorbonne C1 - Texte No 19

### Pour la tête, le papier est mieux qu'Internet

➤ D'après [www.letemps.ch](http://www.letemps.ch), 14 novembre 2017

Le premier a une force que le second n'a pas: il choisit pour nous. C'est si reposant, parfois. Et peut-être plus instructif, aussi, aux yeux de notre chroniqueuse.

On est tous pareils. A une soirée, chez des amis, au café, sitôt qu'on bute sur le titre d'un film, le nom d'une capitale ou la date d'une décision historique, on sort les smartphones et on cherche l'info. Qui ne vient jamais seule. De lien en lien, on tisse une toile, c'est le principe, et l'on se sent plus riche des renseignements ainsi glanés<sup>1</sup>. Non seulement on a pu satisfaire la démangeaison terrible qui s'était emparée de l'assemblée, mais en plus, on la régale de deux-trois scoops qui n'en sont pas, mais qui nourrissent le débat. On se dit qu'Internet est bon pour la tête. Et l'on a raison.

Il y a un endroit cependant où Internet pêche. Fait défaut. Ne remplit pas sa fonction. C'est la lecture du journal. Comme celui que vous tenez dans vos mains. Ou non. Depuis deux ans, je ne lis presque plus les journaux dans leur version papier – sauf un, auquel je reste indéfectiblement abonnée. Ces journaux, je les lis évidemment, plusieurs fois par jour, mais sur leur site internet.

### Un lien, puis un lien, puis un lien...

Dès lors, je manque beaucoup d'articles. Tous ceux qui ne sont pas mis en majesté sur la page d'accueil ou ne s'illustrent pas sur les réseaux sociaux. Pour lire l'intégralité des papiers, je devrais dérouler les menus de chaque rubrique, prendre le temps de les détailler. Ce que je ne fais pas, évidemment, car sur Internet, on est toujours pressé et, surtout, dans un article, il y a souvent un lien qui nous amène sur un autre site, qui lui-même contient un lien qui nous emmène encore ailleurs... Au point où parfois, après trois-quatre saltos de ce type, j'ai oublié ce que je lisais au départ.

Avec le papier, rien à voir. On est cadrés, guidés, limités peut-être, mais aussi surpris par tel ou tel sujet dont on n'aurait pas soupçonné l'importance. On lit des plumes, des personnes. On suit une ligne. Il n'y a pas de dispersion, mais, au contraire, une force de cohésion. Bien sûr, parfois des frustrations surgissent, car on aimerait approfondir tel ou tel sujet.

---

<sup>1</sup> Glanés : recueillis.

Mais, droit à côté dudit article, on découvre une brève ou une chronique qui font rêver. Le papier permet la sérendipité, c'est-à-dire le fait de trouver autre chose que ce que l'on cherchait, alors qu'Internet est le champion de la quête volontaire, autocratique et ciblée. Sur Internet, je veux, je l'ai.

Sur papier, je me laisse porter et prends ce qu'on a choisi pour moi. Pour (ne pas perdre) la tête, le second me semble le meilleur choix.

## Sorbonne C1 - Texte No 20

### Francisation: la CAQ veut le retour des évaluations individuelles

➤ D'après [www.lapresse.ca](http://www.lapresse.ca), 13 novembre 2017

La porte-parole de la Coalition avenir Québec (CAQ)<sup>2</sup> en matière de protection de la langue française, Claire Samson, réclame que le gouvernement Couillard réinstaure les évaluations individuelles pour les immigrants qui souhaitent suivre des cours de francisation, alors que certains suivent des programmes trop difficiles pour leur niveau de français.

Dimanche, *La Presse* révélait que plusieurs immigrants se retrouvent depuis quelque temps dans des classes de francisation où le niveau de difficulté est plus élevé que leurs connaissances de base. Depuis septembre 2016, le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) a remplacé les évaluateurs à l'entrée par un test en ligne.

« Le test ne permet pas d'avoir une évaluation juste des candidats, beaucoup répondent au hasard », déplorait en entrevue à *La Presse* Micheline Nalette de la Maisonnée, un organisme communautaire qui offre des cours de francisation.

« Je suis découragée. On a beau leur dire que ça ne marche pas leur affaire, on n'est même pas foutu de les classer dans les bonnes classes », déplore Claire Samson, qui a déposé il y a près d'un an un rapport sur l'enjeu de la francisation des immigrants.

« Il faut les évaluer individuellement pour leur permettre un parcours spécifique selon leurs besoins », ajoute-t-elle, affirmant que son parti souhaite augmenter à 200\$ par semaine l'allocation pour un nouvel arrivant qui suit un cours de francisation à temps plein, plutôt que le 140\$ qui est actuellement offert.

#### « La francisation doit être obligatoire »

Claire Samson croit aussi que « la francisation doit être obligatoire » pour tous les immigrants. « Pas juste celui qui va aller travailler, la madame aussi à la maison », précise-t-elle.

« Les enfants vont aller à l'école française, le monsieur pour travailler va essayer de se franciser s'il y a un gouvernement qui est capable de l'envoyer dans la bonne classe, et la madame à la maison il ne faut pas qu'elle reste enfermée

---

<sup>2</sup> Coalition avenir Québec (CAQ) : Parti de centre-droit du Québec

chez elle. Pour qu'elle s'intègre, il faut qu'elle puisse parler avec sa voisine », affirme la députée d'Iberville.

La députée souhaite également que le gouvernement du Québec cesse de communiquer en anglais avec les immigrants et les allophones qui en font la demande.

« À part avec les anglophones traditionnels du Québec, le gouvernement devrait s'adresser aux Québécois en français. En tout temps. Sauf comme je vous dis pour la communauté anglophone traditionnelle du Québec, à qui la charte et la loi 101 reconnaissent un privilège », dit-elle.

## **Sorbonne C1 - Texte No 21**

### **Bonjour/Welcome, un bilinguisme aux effets positifs**

➤ *D'après [www.l-express.ca](http://www.l-express.ca), 27 octobre 2017*

«Être accueilli en français dans des commerces ou demander des services en français», c'est le but de la campagne *Bonjour/Welcome* lancée par l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) ce vendredi 27 octobre, au premier jour de son congrès annuel au collège La Cité à Ottawa (jusqu'à dimanche).

« Avec cette campagne positive, on veut inciter les Ontariens, les francophiles ou tout visiteur à demander d'être servis en français », de dire le président Carol Jolin. La campagne s'adresse également aux entreprises et aux gens d'affaires.

«1 500 000 personnes parlent le français en Ontario. Si les entreprises commencent à afficher qu'ils peuvent vous servir dans la langue de votre choix, cela attirera incontestablement de nouveaux clients », soutient M. Jolin.

#### **Des outils**

L'AFO encourage les entreprises intéressées à afficher leur bilinguisme, notamment au moyen des outils que l'organisme a créés à cet effet. Les entreprises peuvent également se prévaloir de formation en communication orale, d'aide au recrutement de personnel bilingue, et même un service de traduction.

Lancée en cette année du 150e anniversaire du Canada, cette campagne est financée par Patrimoine canadien pour mettre en valeur les deux langues officielles du pays.

#### **Toronto: un défi**

L'AFO assure que la campagne *Bonjour/Welcome* a déjà reçu un bon accueil dans tous les coins de l'Ontario. En effet, certaines associations régionales de l'AFO et des organismes qui représentent la communauté francophone l'ont déjà amorcée dans plusieurs régions il y a quelques mois.

Ce n'est toutefois pas le cas à Toronto, où l'AFO est encore à la recherche d'un partenaire local.

La métropole, où les quelque 100 000 francophones de langue maternelle sont éparpillés dans une population multiculturelle de 4,5 millions de personnes

interagissant principalement en anglais, représente un défi colossal pour une telle campagne.

### **Refonte de la LSF**

Les débats autour de la refonte de la Loi sur les services en français (LSF) et le symposium sur les langues officielles étaient les moments-clés de cette première journée de congrès annuel de l'AFO à Ottawa.

L'AFO a présenté les résultats du sondage qu'elle a mené cet été sur la refonte de la LSF, « une des grandes priorités de la communauté franco-ontarienne ». Lors d'un atelier, 60 congressistes ont participé à l'élaboration des recommandations que l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario présentera à l'assemblée générale de l'AFO dimanche.

Les propositions visent à faire avancer le dossier auprès du gouvernement de l'Ontario. Elles concernent principalement la désignation de l'ensemble de la province sous la LSF, l'offre active, les droits de recours et les services de santé en français.

Le congrès annuel de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario vient de commencer à Ottawa et se poursuivra jusqu'à dimanche soir.

## Sorbonne C1 - Texte No 22

### « Désintoxication numérique » en clinique

➤ D'après [www.tdg.ch](http://www.tdg.ch), 8 novembre 2017

Comme beaucoup de jeunes de son âge, L.L., un Brésilien de 29 ans, adore les nouvelles technologies. Mais sa passion a fini par devenir une addiction, affectant directement son travail et les relations avec ses proches, qu'il soigne désormais.

En septembre, cet étudiant de Rio de Janeiro qui a souhaité garder l'anonymat a débuté un traitement à l'Institut Delete, spécialisé en « désintoxication numérique ». Le concept existe ailleurs dans le monde mais cet institut est le premier établissement du genre au Brésil.

L.L. souffre de *nomophobie* (de l'anglais «no mobile phobia »), qui touche des personnes angoissées à l'idée de passer du temps sans leur téléphone portable, principalement les accros aux réseaux sociaux. Une pathologie de plus en plus courante au Brésil, pays de 200 millions d'habitants qui compte la quatrième population d'internautes au monde.

« Je me suis rendu compte que les patients étaient dépendants de technologies comme le portable ou l'ordinateur. Ces addictions sont liées à des troubles du comportement », explique à l'AFP la psychologue Anna Lucia King, qui a fondé l'institut en 2013, au sein de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro.

Les traitements sont gratuits et 800 personnes sont déjà passées par cette clinique pas comme les autres. Delete reçoit aussi bien des adolescents qui jouent en ligne des journées entières que des adultes ayant perdu leur emploi ou rompu des relations amoureuses parce qu'ils passaient trop de temps sur les réseaux sociaux.

### « Perte de contrôle »

Les nouveaux venus sont soumis à un questionnaire pour identifier l'origine de l'addiction, qui peut être liée à des troubles comme l'angoisse, l'obsession compulsive ou la phobie sociale. Ils sont ensuite répartis en trois catégories, en fonction de la sévérité de leur addiction. La durée du traitement varie selon les cas, à raison de plusieurs heures par semaine.

L'objectif de la clinique n'est pas de diaboliser les nouvelles technologies, mais de faire en sorte qu'elles soient utilisées de façon plus saine. Le programme « détox » comprend des séances de thérapie de groupe hebdomadaires

permettant d'échanger ses expériences ou des exercices comme la lecture ou la projection d'un film sans regarder son portable.

Les cas les plus rebelles peuvent nécessiter un soutien médicamenteux. En plus des troubles psychiques, cette addiction peut aussi entraîner des problèmes physiques. C'est pourquoi l'équipe pluridisciplinaire de Delete compte aussi une kinésithérapeute, Mariana King Padua.

### **«Difficile de décrocher»**

Souvent, les patients n'ont pas conscience du problème et ont besoin de l'intervention de proches pour demander de l'aide. C'est le cas de H.B., 24 ans, amené par sa mère à Delete en août pour qu'il y soigne sa dépendance aux jeux en ligne. «Je ne m'en suis même pas rendu compte. Quand on s'habitue à ce genre de chose, c'est difficile de décrocher», reconnaît cet étudiant.

## **Sorbonne C1 - Texte No 23**

### **La gratuité des transports publics**

➤ D'après [www.rts.ch](http://www.rts.ch), 15/11/2017

La gratuité des transports publics pourrait devenir réalité à Neuchâtel. Aucune ville suisse ne l'a encore introduite, mais ce modèle séduit, notamment en France. Or, certaines agglomérations européennes reviennent en arrière.

A Neuchâtel, une initiative lancée en octobre et soutenue par les Verts et la gauche a jusqu'en avril pour récolter les 4500 signatures nécessaires.

Il ne s'agit pas de la première proposition d'introduire la gratuité des transports publics en Suisse. En 2008, les Genevois avaient balayé un tel projet à plus de 67% des voix. Déjà en 1991, une initiative au niveau national qui demandait la gratuité pour les jeunes avait été retirée par manque de signatures.

### **Une vingtaine d'agglomérations françaises**

Mais, au niveau mondial, nombreuses sont les villes qui ont tenté l'expérience. Rien qu'en France, il y en a actuellement une vingtaine.

En août dernier, l'agglomération de Niort dans le département des Deux-Sèvres, est devenue le plus grand réseau de transport gratuit en France.

Le plus ancien projet est celui de l'agglomération de Châteauroux, qui englobe 76'000 habitants. Les bus y sont gratuits depuis 2001 et le succès a été immédiat: la fréquentation y a doublé en un an, et elle a aujourd'hui quintuplé. "La décision a été prise par un candidat à la mairie en 2001, qui voyait passer des bus quasiment vides. La fréquentation était à l'époque de 22 voyages par habitant, ce qui était très faible", a expliqué mercredi le vice-président de Châteauroux Paul Pluviaud, dans Tout un monde.

Dans le cas de Châteauroux, ce sont les entreprises de la région qui financent en grande partie les transports publics: "Les sociétés qui emploient plus de 11 personnes s'acquittent d'un versement de transport à hauteur de 0,60% sur les salaires versés à leurs employés. Ce qui représente quatre millions", a précisé Paul Pluviaud.

### **Nombreux exemples européens**

Ailleurs en Europe, on trouve des réseaux gratuits en Espagne, notamment Manises ou, le plus grand, celui de Torrevieja, qui englobe 100'000 habitants. La Suède en compte trois, alors que le Royaume-Uni en a deux, à Manchester et à Bradford.

Quant à Tallinn, en Estonie, elle est, depuis cinq ans, l'unique capitale au monde à connaître la gratuité totale des transports publics. C'est un référendum plébiscité par 75% de la population qui a vu naître ce projet.

Celui-ci répond à des arguments écologiques, puisque la ville s'asphyxie dans les bouchons. L'argument économique a aussi pesé: les référendaires avaient argué qu'une famille avec deux enfants économiserait plus de 50 francs par mois.

## Sorbonne C1 - Texte No 24

### Moins de voitures en ville: la méthode radicale de Singapour

➤ D'après [www.leprogres.fr](http://www.leprogres.fr), 15/11/2017

Dans la bataille contre la voiture en ville, Singapour contrôle le nombre d'automobiles autorisées à circuler sur son espace limité en exigeant le paiement d'une licence de 31.000 euros environ par véhicule.

Frapper l'automobiliste au portefeuille avec un "droit de circuler" qui porte le coût d'une berline de moyenne gamme à plus de 50.000 dollars a fait ses preuves dans la ville-Etat d'Asie du Sud-Est. La circulation y est relativement fluide comparé à d'autres métropoles de la région aux embouteillages monstres, comme Jakarta ou Manille.

L'obligation draconienne consistant à posséder une licence hors de prix est cependant difficile voire impossible à reproduire dans d'autres pays, tant elle est spécifique à Singapour. Imposer cela est possible dans ce pays à la population habituée à une législation très stricte. Les médias sont étroitement contrôlés et les délits sévèrement réprimés, y compris les incivilités telles jeter un papier par terre ou faire des graffitis.

#### Six fois plus cher

Les autorités devraient faire "une distinction entre ceux qui ont besoin d'une voiture pour le travail ou la famille, et ceux qui veulent simplement plus de voitures pour le statut social", confie à l'AFP Joel Lee, un technicien de 28 ans plaidant pour un système "amélioré et plus juste".

Actuellement, l'achat d'une licence coûte près de 50.000 dollars de Singapour (31.000 euros), ce qui porte le prix d'achat d'une Toyota Corolla à 114.000 dollars de Singapour (72.000 euros).

La licence est valable dix ans, après quoi elle doit être renouvelée ou la voiture retirée de la circulation.

Malgré le coût très élevé d'une voiture, beaucoup d'habitants de ce pays où vivent de nombreux riches expatriés et millionnaires en possèdent une. Environ 600.000 véhicules privés sont en circulation dans l'archipel, un nombre élevé pour un réseau routier limité.

Outre le coût de la licence, des péages sont actionnés sur certaines routes lorsque le trafic est dense.

Pour atténuer ces mesures coûteuses, Singapour dispose d'un réseau de transport public moderne, comprenant des lignes de métro, trains et bus.

Le gouvernement a récemment annoncé un plan de 28 milliards de dollars de Singapour (18 milliards d'euros) pour moderniser ce réseau et les espaces publics, en vue d'inciter les habitants à prendre les transports publics, le vélo ou marcher.

## Sorbonne C1 - Texte No 25

### Des milliers d'enfants handicapés toujours en attente de scolarisation

- D'après [www.20mins.fr](http://www.20mins.fr), le 16/11/2017

Le statut précaire des AVS<sup>3</sup> rend difficile l'accompagnement des enfants handicapés dans leur scolarité.

Ils étaient 3 500 en septembre en attente d'un Auxiliaire de vie scolaire (AVS), selon le [Collectif citoyen handicap \(CCH\)](#). Un chiffre confirmé par le gouvernement. Quelques semaines plus tard, les chiffres augmentent et « près de 5 200 enfants en situation de handicap ne peuvent toujours pas aller à l'école », annonce Jean-Luc Duval, président du CCH. La raison ? Le manque d'Auxiliaires de vie scolaire (AVS) mais pas que...

#### Un statut précaire

Le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, a créé 8.000 emplois d'AVS à temps plein cette année. Une action insuffisante pour Mathieu Brabant, syndicaliste CGT en charge des AVS, « car l'emploi précaire conduit à un mauvais suivi des enfants ». Contractuels de l'Education nationale, certains AVS sont d'abord en contrat aidé pendant 24 mois avant de pouvoir prétendre à un CDD (contrat à durée déterminée) pour une durée maximum de 6 ans.

Le manque de perspective « et le salaire de 683 euros par mois en contrat aidé à temps partiel n'aident pas les candidats à l'emploi à emprunter cette voie », remarque Jean-Luc Duval. Et pour conséquence: « A Paris, un enfant handicapé sur deux n'a pas d'auxiliaire de vie scolaire », déclare-t-il. Pour Mathieu Brabant, dans cette histoire tout le monde souffre: « L'enfant et ses parents qui se sentent rejetés et les enseignants qui ne peuvent pas gérer les élèves sans la présence d'un AVS. » Ainsi, certains directeurs refusent les enfants handicapés sans accompagnateur.

#### Et un problème de formation

Face à ce constat, la CGT appelle l'Etat « à investir pour titulariser les AVS et à embaucher du personnel mieux formé plutôt que de faire du bricolage ». En réponse, le gouvernement d'Edouard Philippe a prévu de diminuer le nombre de contrats aidés d'ici 2018. Les associations craignent que ces emplois soient remplacés par des services civiques d'une durée de 9 mois.

---

<sup>3</sup> Auxiliaire de vie scolaire

«Le statut des AVS n'est pas le seul problème» pour Jean-Louis Garcia, président de l'Association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH). Selon lui, il faut élargir le problème: « Les professeurs ne sont pas formés pour encadrer les enfants et le handicap est encore stigmatisé aujourd'hui. » Si le chemin reste long, le nombre d'enfants handicapés scolarisés dans les écoles ordinaires augmente chaque année.

## Sorbonne C1 - Texte No 26

### Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys: la programmation informatique dès la maternelle

➤ D'après [www.lapresse.ca](http://www.lapresse.ca), 15/11/2017

Des enfants de 5 ans peuvent-ils programmer des robots ? C'est le pari que fait la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, qui a annoncé hier qu'elle offrira la programmation informatique à tous les élèves de ses 72 écoles primaires. *La Presse* est allée voir comment les enfants relèvent le défi.

Blue-Bot le robot se trouve sur une case où sont dessinées huit grenouilles. Comment l'amener sur celle qui compte plutôt quatre grenouilles ? Abel et Rosaly répriment leur envie d'appuyer tout de suite sur les boutons et réfléchissent.

La machine doit avancer d'une case. Puis pivoter de 90 degrés vers la gauche. Puis avancer d'une autre case. Une fois la stratégie établie, Abel entre la séquence d'instructions en appuyant sur des flèches à même le robot. Puis Rosaly appuie sur « go ».

Le robot en forme d'abeille se met à avancer. Rosaly, 5 ans, écarquille les yeux et saute sur place. Nous sommes dans une classe de maternelle de l'école Martin-Bélanger, à Lachine<sup>4</sup>, l'une des deux plus défavorisées de toute la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB). Et ses élèves, sans même le savoir, sont en train d'apprendre les rudiments de la programmation informatique.

«À l'ère des grandes avancées en informatique, en robotique et en intelligence artificielle, il importe plus que jamais de sensibiliser nos élèves aux compétences du XXI<sup>e</sup> siècle», explique Diane Lamarche-Venne, présidente de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys.

Dans le gymnase de l'école Martin-Bélanger, M<sup>me</sup> Lamarche-Venne a annoncé hier que tous les élèves, de la maternelle à la sixième année, seront exposés à la programmation informatique.

#### Une camionnette remplie de robots

Pour ce faire, la CSMB compte sur Algo (pour algorithme), une camionnette transformée en «unité mobile d'éveil à la programmation». Remplie de passagers qui s'appellent Nao, Kibo ou Ozobot, la camionnette bleu et blanc sillonne le territoire pour apporter ses robots, applications et tablettes électroniques aux élèves.

---

<sup>4</sup> Lachine : un des dix-neuf arrondissements urbains de la ville de Montréal au Québec ( Canada)

Et comme les humains ont encore leur rôle à jouer dans la vie, deux conseillers pédagogiques, Sébastien Trempe et Marijo Émond, sont aussi du voyage pour aider élèves et enseignants à apprivoiser la technologie.

« L'objectif n'est pas de transformer les enfants en programmeurs », explique Sébastien Trempe. Il pointe le petit Abel qui, même s'il se trouve de côté par rapport au robot, réussit à choisir la bonne flèche pour l'amener là où il veut.

« Un élève qui a de la misère<sup>5</sup> avec l'orientation spatiale, on le voit tout de suite. Lui n'a clairement pas de problème ! », lance-t-il.

« On est capable de leur faire apprendre concrètement que l'erreur n'est pas la fin de l'histoire. C'est juste une étape de plus dans la réalisation d'un défi. Quand ils ont appris ça, ils sont plus enclins à prendre des risques et à essayer de nouvelles choses », constate Pascale Paquette, enseignante-ressource pour le projet Algo.

« Ils ont eu l'impression de jouer pendant toute la période, commente M<sup>me</sup> Paquette quand les enfants sortent. Et nous, on a la conviction de les préparer pour le futur. »

---

<sup>5</sup>Un élève qui a des difficultés avec ...

## Sorbonne C1 - Texte No 27

### **Nous, jeunes nés entre 1995 et 2015, constituons la Génération Z. On nous dit zappeurs fous, paresseux et narcissiques. Vraiment pas d'accord !**

➤ D'après [www.lalibre.be](http://www.lalibre.be), 15/11/2017

Ils ne supportent pas le silence, dévorent sushis et fastfood grâce à Deliveroo, sont égoïstes, impatientes et impulsifs, rencontrent l'amour de leur vie sur Tinder et, si tant est qu'ils ont un minimum d'ambition, suivent les cours sur leur iPad. La Génération Z (les gens nés entre 1995 et 2015) n'a jamais vécu dans un monde sans crise, terrorisme ou réchauffement climatique. Egalement nommés "digital natives", ces jeunes surfent depuis leur plus jeune âge sur les vagues de la technologie, de l'Internet et des réseaux sociaux.

Aujourd'hui, l'opinion publique se divise en deux lorsqu'il s'agit d'évaluer la Génération Z. Une première catégorie voit en elle des zappeurs, des paresseux, se comblant de connaissances superficielles. Une seconde catégorie voit en elle des jeunes ambitieux capables de réellement faire face à une société en changement perpétuel grâce à leur ouverture d'esprit ainsi qu'à leur capacité d'adaptabilité.

#### **Collés à Internet...**

Une première critique souvent avancée par les parents, grands-parents et professeurs concerne les jeunes et leur utilisation d'Internet. La génération Z a échangé la pureté de la communication contre des messages condensés via sms et Snapchat, elle a remplacé le sport en plein air par une partie digitale de Fifa.

Ce n'est pas entièrement faux mais c'est exagéré. Et surtout, l'Internet n'est pas nécessairement négatif. En effet, la qualité prime sur la quantité et plusieurs études ont démontré que l'Internet est devenu pour ces "digital natives" le moyen par excellence (car facilement accessible et souvent gratuit) de réaliser un projet.

#### **Paresseux...**

Une seconde dévalorisation de la Génération Z provient du monde du travail. Hier encore, quelqu'un me parlait de ses jeunes collaborateurs et me disait à quel point ils étaient paresseux et impatientes. Le rêve de devenir président est révolu. Le jeune employé veut rentrer avant qu'il ne fasse noir, manger bio à midi et faire son heure de gym tous les jours.

En outre, l'échec n'est plus un drame : il essaie et se plante, réessaie et se plaît, puis quitte car il ne s'amuse plus.

## **Et narcissiques !**

Une troisième et dernière critique prononcée à l'encontre du jeune prenant une dizaine de selfies par jour, c'est d'être narcissique et égocentrique. Ce qui rend fier, c'est les likes. Ce qui rend populaire, ce sont les followers. La Génération Z est cette génération qui préfère se mettre en livestream sur Facebook plutôt que de se préoccuper du réchauffement climatique ou du populisme qui nous guette.

D'accord, le narcissisme est non négligeable mais il n'est pas problématique. Et parler d'égoïsme est une généralisation exagérée. En effet, la Génération Z semble avoir un sens aigu des responsabilités envers la planète qu'elle doit désormais réparer. L'écologie, la surpopulation, le végétarisme, la technologie, la pauvreté et la crise sont autant de sujets brûlants entre jeunes.

## **Sorbonne C1 - Texte No 28**

### **Le programme Erasmus : une expérience inoubliable**

➤ D'après [www.lalibre.be](http://www.lalibre.be), 13/11/2017

Créé en 1987, le programme Erasmus + fête ses 30 ans cette année. Ce programme permet à des centaines de milliers d'Européens de partir étudier pendant un semestre dans une université d'accueil. D'autant que des bourses et autres aides financières sont prévues pour diminuer l'impact financier d'un tel voyage et le rendre accessible à tous.

### **Une expérience de vie inoubliable**

Partir en Erasmus exige de la rigueur administrative, de la débrouillardise et la faculté de trouver un côté amusant à tout. On ne part pas en Erasmus pour devenir un étudiant meilleur académiquement, mais davantage pour enrichir sa personnalité. C'est l'occasion de gagner en autonomie, en indépendance, en liberté. De prendre goût à la découverte culturelle, à l'aventure, au partage, à la curiosité.

L'intérêt du programme s'étend bien au-delà de l'aspect académique, contribuant notamment au développement personnel ainsi qu'à la construction d'une nationalité européenne robuste.

### **Chocs culturels**

Par ailleurs, des liens d'amitié se nouent entre étudiants de toutes les nationalités. Interagir avec eux, partager leur quotidien, leur point de vue, leurs questionnements est réellement enrichissant. Apprendre d'eux en vivant avec eux, tout simplement. Certains y trouvent leur conjoint. Il se dit que plus d'un million de bébés seraient déjà nés grâce à Erasmus.

En l'espace de cinq mois, nous voici au moins parfaits bilingues - sinon trilingues. Et riches de tellement de rencontres et d'autant d'expériences.

Combien de fois n'a-t-il pas fallu sortir de sa zone de confort dans une langue dont on ne maîtrise pas toutes les nuances ?

### **Liens internationaux**

Toutes les bonnes choses ont pourtant une fin. Et les adieux sont souvent l'occasion de se rendre compte qu'il y a certaines personnes que l'on aurait souhaité mieux apprendre à connaître. On se retrouve à garder contact. A aller rendre visite à l'un ou à l'autre à Amsterdam, à Paris, à Bilbao, à Singapour, à Québec, à Montréal, à Auckland ou à Ostende.

C'est aussi l'occasion de se rendre compte que, même si nous n'avons pas fondamentalement changé, l'on ne voit malgré tout plus les choses de la même façon.

Il faut encourager les étudiants à l'internationalisation, à la débrouillardise, au voyage. Ces expériences constituent autant de passeports pour l'emploi. Car partir en Erasmus donne des indicateurs en matière de personnalité, de persévérance, de créativité, d'autonomie et d'adaptabilité. Cela donne une idée de votre capacité à trouver une solution appropriée face à un problème neuf. Toutes ces compétences et aptitudes essentielles au monde de l'emploi ne s'acquièrent que partiellement sur les bancs de l'école.

Bien sûr, les mouvements de jeunesse, clubs de sport et autres associations donnent des outils pour y parvenir. Mais rien ne remplacera jamais l'expérience de terrain.

On dit souvent, à raison, qu'il faut investir davantage dans l'enseignement en augmentant les budgets et en revalorisant les enseignants. Mais il faut aussi encourager les étudiants à partir en échange Erasmus et soutenir le principe des bourses qui doivent leur être allouées en toute transparence. Et miser dès aujourd'hui sur le long terme et les générations futures.